

Table des matières

Avant-propos.....	7
Pascal ANCEL.....	9
Biographie.....	9
Liste des publications.....	13
Sommaire.....	25

Chapitre 1. Méthodes et théorie générale du droit

Comment penser en droit nos <i>a priori</i> ? L'exemple des situations en mouvement.....	33
Logiques de la découverte.....	49
I – <i>L'attribution du bien à l'inventeur</i>	53
A. Logique d'une attribution <i>ex lege</i>	54
B. Logique possessoire.....	57
C. Attribution par occupation hybride.....	62
II – <i>L'attribution du bien à l'autorité compétente ou à la discrétion de l'autorité compétente</i>	64
A. Logique de gratification.....	64
B. Logique d'attribution au domaine public.....	65
Les divergences de jurisprudence au sein de la Cour de cassation	69
Réflexion à l'aune de la réforme de la motivation des arrêts.....	69
I – <i>Une meilleure identification des divergences de jurisprudence ?</i>	73
A. Les attentes suscitées.....	74
B. Les apports réalisés.....	76
II – <i>Un meilleur traitement des divergences ?</i>	79
A. Les attentes suscitées.....	79
B. Les apports réalisés.....	81
Promenade nominaliste dans le « contrat naturel » de Michel Serres	83
I – <i>Qui sont les adversaires ?</i>	85
II – <i>Comment coordonner les lois de la nature et celles du droit ?</i>	89

III – De quoi le « contrat naturel » est-il porteur ?.....	90
IV – Quel est le contenu du contrat naturel ?.....	93
V – Qu'est-ce que le contrat naturel dit du contrat ?.....	95
Un bon juriste	99
I – Les métiers juridiques.....	103
II – La qualité des prestations juridiques.....	106
Pour une méthode empirique de recherche sur le droit	111
I – Pourquoi analyser des décisions de justice ?	115
A. Connaître le contentieux plutôt que la jurisprudence.....	115
B. Accéder à des connaissances complémentaires à celles fournies par l'appareil statistique du ministère de Justice	116
C. Produire des connaissances nouvelles sur l'activité juridictionnelle ..	117
D. Identifier les déterminants des décisions de justice ou proposer un « barème » ?	118
II – Accéder aux décisions de justice : Environnement, accès et précautions.....	120
A. Open data des décisions de justice : principe et réalités	120
B. Contractualisation et protection des données personnelles : l'accès à des décisions non anonymisées pour la recherche.....	123
III – Concevoir l'étude empirique.....	124
A. Un terrain à explorer : définir un corpus d'intérêt et en extraire un échantillon.....	124
B. Élaborer une grille de lecture des décisions sélectionnées et saisir les informations utiles.....	127
IV – Analyser la production des juridictions	128
A. Une analyse sous l'angle des méthodes quantitatives	128
B. Éléments et opérations préalables	128
C. Une analyse en fonction des objectifs poursuivis	129
D. Précautions liées à l'interprétation des résultats.....	130
De quelques interactions entre les différents acteurs de la doctrine juridique	131
I – Des différents acteurs de la doctrine : L'université et le monde environnant.....	133
II – Les praticiens et leurs contraintes.....	134
III – Assouplissement des contraintes qui pèsent sur l'expression des praticiens	136
IV – Vers une symbiose entre l'université, le barreau, et la magistrature ?....	140
Sailleilles expliquant sa méthode aux étudiants	141

Les usages des travaux préparatoires des lois au Luxembourg (le bon, le mauvais et l'indicible).....	157
I – <i>L'encadrement du rôle des travaux préparatoires dans l'interprétation des lois</i>	161
A. L'affirmation du caractère admissible du recours des tribunaux aux travaux préparatoires	162
B. La définition des travaux préparatoires consultables	163
C. La limite du sens clair (ou du sens raisonnablement possible) des textes législatifs	165
II – <i>Les différents usages des travaux préparatoires</i>	168
A. Le bon usage	168
B. Le mauvais usage	170
C. Un usage (occasionnellement) indicible.....	172
Jalons prospectifs sur l'exigence de reproductibilité dans la recherche juridique	175
I – <i>Reproductibilité et productions savantes des juristes</i>	180
II – <i>Reproductibilité et fiabilité des résultats de la recherche juridique</i>	182
Définir le droit de la consommation : mission impossible ?.....	187
Regards croisés comparatifs critiques sur les branches du droit	187
I – <i>De la difficulté de définir la matière</i>	190
A. La délicate mission de définition des acteurs du droit de la consommation.....	191
1) Le consommateur	191
2) Le professionnel.....	193
B. La difficile délimitation des frontières de la matière.....	194
II – <i>De la nécessité de définir la matière ?</i>	196
A. Les arguments en défaveur d'un bornage de la matière.....	196
B. Les arguments en faveur d'un bornage de la matière.....	197
Réformer le droit luxembourgeois.....	199
I – <i>L'adossement du droit luxembourgeois sur les droits français et belge</i>	205
A. Origine et pratique de l'adossement	205
B. Orientations futures.....	208
II – <i>Pour une préparation méthodique des réformes</i>	210
A. Rapide évaluation de la situation actuelle	210
B. Pistes de réflexion pour une amélioration du processus d'élaboration des projets de réforme législative	213
Droits, devoirs et civilisation.....	217
I – <i>Introduction</i>	219
II – <i>Les obligations légales peuvent-elles exister indépendamment des droits légaux ?</i>	220

III – <i>Le cas des obligations naturelles (natural obligations)</i>	224
IV – <i>La civilité du droit civil</i>	226

Chapitre 2. Enseignement

L'enseignant(e) en droit, entre tradition et liberté pédagogique : itinéraire d'un(e) autodidacte	233
I – <i>L'expérience étudiante</i>	239
II – <i>L'expérience enseignante</i>	243
Désystématiser l'enseignement de l'introduction au droit ?	247
I – <i>Faire la part des frontières nationales</i>	251
A. La part de l'universel : le Droit.....	252
B. La part du relatif : les droits.....	253
II – <i>Dépasser les autres frontières</i>	255
A. Relier les systèmes du droit français.....	256
B. Assumer le système de pensée.....	258
Comment enseigner le droit des obligations après la refonte du titre III du livre III du Code civil ?	261
I – <i>Le commentaire d'arrêt, un exercice qui a fait son temps</i>	265
A. Le décalage entre les arrêts à commenter et les règles enseignées ...	267
B. Les limites intrinsèques de l'exercice du commentaire d'arrêt.....	268
II – <i>Quel avenir pour le cas pratique ?</i>	270
A. L'absence de méthode harmonisée du cas pratique.....	271
B. Repenser nos cours de droit des obligations.....	274

Chapitre 3. Droit des obligations

Remarques sur quelques avatars récents du projet de réforme du droit de la responsabilité civile	279
I – <i>Recentrer la réforme sur les points consensuels ou éluder les sujets qui fâchent ?</i>	282
II – <i>Au-delà d'un consensus de façade : de multiples questions à trancher et des améliorations à apporter</i>	284
La proposition de réforme du droit espagnol des contrats, perspectives comparées	289
I – <i>Le cadre général de la Proposition</i>	292
A. Présentation.....	292
B. Articulations.....	294

II – <i>Les dispositions essentielles de la Proposition</i>	296
A. Formation du contrat	296
B. Contenu du contrat	297
C. Interprétation du contrat.....	298
D. Effets du contrat	298
Force obligatoire du contrat c. contrainte économique – focus sur les arrangements contractuels dans le cadre du capital-investissement (private equity), spécialement au Luxembourg	301
<i>Introduction</i>	303
I – <i>Les structures sociétaires et les arrangements contractuels à l’œuvre dans la pratique du capital-investissement, notamment au Luxembourg</i>	303
A. Les structures sociétaires des fonds de <i>private equity</i>	304
B. Les arrangements contractuels dans le cadre de la société cible.....	307
II – <i>La pratique du capital-investissement à l’épreuve du double prisme du droit des obligations et de la réglementation des clauses abusives ...</i>	308
A. En droit français : le déséquilibre significatif dans les contrats d’adhésion, l’abus de dépendance et les clauses abusives dans les contrats entre professionnels	309
B. En droit belge : la lésion qualifiée (<i>de lege lata</i> et <i>de lege ferenda</i>) et les clauses abusives dans les contrats entre entreprises	313
C. En droit luxembourgeois : la lésion qualifiée, quoi d’autre ?	315
<i>Conclusion</i>	317
La règle de preuve qui restreint l’admissibilité du témoignage en présence d’un acte écrit : son incidence sur le contrat d’adhésion	319
I – <i>Les origines de la règle</i>	323
II – <i>Les fonctions de la règle</i>	326
A. Des fonctions légitimes, mais illusoire en droit de la preuve.....	326
B. Des fonctions illégitimes en droit des contrats	328
III – <i>Concevoir autrement le contrat d’adhésion ?</i>	329
A. Le contenu consenti par l’adhérent.....	330
B. Les règles qui complètent l’entente des parties.....	331
La cession de créance, contrat « à titre onéreux ou gratuit »	335
I – <i>L’empilement des règles applicables à la cession de créance</i>	341
A. L’empilement des règles, un phénomène banal	341
B. L’empilement des règles, une configuration singulière en matière de cession de créances	342
II – <i>L’articulation des règles applicables à la cession de créance</i>	344
A. La compatibilité des règles en concours	345
B. Le rapport de spécialité des règles en concours.....	346

Le terme potestatif	349
I – <i>Validité du terme potestatif</i>	353
A. Manifestations de la validité.....	354
1) Utilité du caractère potestatif.....	354
2) Nécessité du caractère potestatif.....	355
B. Justifications de la validité.....	356
1) Dès avant la réforme	357
2) Depuis la réforme	358
II – <i>Contrôle du terme potestatif</i>	359
A. Finalité du contrôle.....	360
1) Ne rien sacrifier.....	360
2) Remédier	361
B. Modalités du contrôle	362
1) Critères	362
2) Limites.....	364
 Premières réflexions pour un droit décroissant : l'exemple du droit des contrats	 365
I – <i>Des pistes de solutions concrètes</i>	368
A. Les idées molles	368
B. Les idées folles.....	371
II – <i>Des pistes de remises en cause conceptuelles</i>	376
A. La remise en cause de l'opposition binaire de l'onéreux et du gratuit	377
B. La remise en cause de la marchandisation	380
 Le contenu du contrat de travail	 383
I – <i>Les déterminants du contenu du contrat</i>	387
A. Le droit étatique	387
B. Les normes professionnelles	389
II – <i>Le champ de la force obligatoire</i>	390
A. Un contenu implicite	390
B. L'incidence des « clauses et mentions » du contrat.....	392
C. « Une force obligatoire à géométrie variable ».....	394
III – <i>Le contenu obligationnel</i>	395
A. Des obligations assurément contractuelles	395
B. Des obligations contractuelles ou légales ?	397
 Consentement et causalité, séparation et abstraction ou séparation et causalité ?	 401
Réflexions sur l'utilité de la méthode comparative pour compléter une convention internationale.....	401
I – <i>Introduction</i>	403
II – <i>Comparaison, première étape : la palette des solutions</i>	405

A. Principe du consentement et de la causalité.....	405
B. Principe de la séparation et de l'abstraction.....	406
C. Principe de la séparation et de la causalité.....	408
D. La position des acquéreurs subséquents selon les ordres juridiques analysés : l'acquisition de bonne foi et ses conditions.....	409
III – <i>Comparaison, deuxième étape : l'analyse des arguments pour et contre les différentes approches.....</i>	412
A. Principe du consentement et de la causalité.....	412
B. Principe de la séparation et de l'abstraction.....	413
C. Principe de la séparation et de la causalité.....	414
IV – <i>Le transfert du risque</i>	417
V – <i>Comparaison, troisième étape (conclusions) : l'utilité de la méthode comparative pour compléter une convention internationale.....</i>	418
La détermination du contenu du contrat par un tiers – les Principes d'UNIDROIT à la lumière du droit comparé.....	421
I – <i>Les fondements de la détermination par un tiers.....</i>	425
A. Déléguer sa liberté contractuelle vaut l'exercer.....	425
B. L'exigence d'un contenu déterminable : répartition des missions des parties et du juge	426
II – <i>Modifications apportées (et modifications omises) par la quatrième édition.....</i>	428
A. L'échec du mécanisme	428
1) Modification du texte : les conditions d'un échec du mécanisme	428
2) Continuation du texte : les effets d'un échec du mécanisme.....	429
B. L'effet obligatoire de la détermination du tiers et ses limites	432
1) Critères auxquels doit se conformer le tiers	432
2) Motifs pour lesquels la détermination peut être contestée devant le juge.....	433
3) La prise en compte de la procédure.....	437
III – <i>Conclusion.....</i>	438
Les paradoxes de l'article 1924 du Code civil.....	439
I – <i>Paradoxe primitif : la banalisation de l'article 1924 en dépit de la spécificité du dépôt.....</i>	442
A. Caractérisation du paradoxe	442
B. Résorption du paradoxe	446
II – <i>Paradoxe contemporain : la spécificité de l'article 1924 en dépit de la banalisation du dépôt.....</i>	449
A. Caractérisation du paradoxe	449
B. Résorption du paradoxe	451

Les critères de l'abus de fonction du préposé à l'épreuve de la jurisprudence de la Cour de cassation	453
I – <i>Des critères objectifs insuffisants ?</i>	457
A. Une cohérence apparente grâce aux critères objectifs	457
B. Une cohérence moindre en raison de critères subjectifs ?	458
II – <i>Quels autres critères ?</i>	460
A. La croyance légitime	461
B. L'action au-delà des limites de la mission	464
Droit des contrats : force de la réforme et contenu textuel du modèle	467
I – <i>Hommage à nos « chers disparus »</i>	469
II – <i>Hommage à quelques nouveaux venus</i>	472
L'abus d'état de dépendance (art. 1143 C. civ.)	475
« <i>Avoir le premier geste et pas le dernier mot</i> »	475
I – <i>La genèse de l'article 1143 du Code civil</i>	480
II – <i>L'exégèse de l'article 1143 du Code civil</i>	482
III – <i>Les hypothèses</i>	488
Les deux conceptions du contrat en droit continental et leur concrétisation en droit français	491
<i>Introduction</i>	493
I – <i>Les deux principales conceptions du contrat</i>	493
A. L'origine des conceptions en droit romain	493
B. La reprise des ébauches romaines	496
1) L'approche du contrat par les auteurs de droit naturel	496
2) L'approche du contrat par les Pandectistes allemands du XIX ^e siècle	499
II – <i>La conception renouvelée du contrat en droit français</i>	501
A. Un contrat comme accord des volontés	501
B. Quelques réflexions sur les conséquences du contrat comme accord de volontés	504
<i>En guise de conclusion</i>	507
Le rapport d'emploi à l'épreuve de la distinction entre force obligatoire et contenu obligationnel du contrat	509
I – <i>L'obligatoire dans le rapport d'emploi</i>	513
A. Sources de l'obligatorité	513
1) Application traditionnelle du principe de faveur	513
2) Que reste-t-il du principe de faveur ?	514
B. Contours de l'obligatorité	515
1) Le pouvoir de l'employeur	516
2) Le contre-pouvoir du salarié	517

II – <i>L’obligationnel dans le rapport d’emploi</i>	520
A. Sources de l’obligationnel.....	520
1) Les normes d’entreprise.....	520
2) Les normes conventionnelles.....	520
B. Contours de l’obligationnel.....	522
1) Clauses informatives et clauses contractuelles.....	523
2) Détermination du socle contractuel.....	523
Contrat de travail et force obligatoire du contrat : remarques comparatistes sur le cas particulier du travail « à la demande »	525
<i>Introduction</i>	527
I – <i>Le puzzle des droits nationaux</i>	529
II – <i>Le droit européen au secours du droit national ?</i>	535
Les fonctions de la responsabilité civile face à la socialisation des risques. L’expérience néo-zélandaise en matière de dommages corporels	541
I – <i>La justice distributive substituée à la responsabilité civile</i>	545
A. Le contrat social relatif à la prise en charge des dommages corporels.....	546
B. Les frontières discutées du système.....	547
II – <i>La justice corrective en dehors de la responsabilité civile</i>	550
A. Sanctionner et dissuader les auteurs.....	550
1) Les éléments de justice corrective extérieurs à l’ACC.....	551
2) Les éléments de justice corrective au sein de l’ACC.....	552
B. Rétribuer les victimes.....	553
<i>Conclusion</i>	556
Contenus et services numériques contre données : la personne dans les nouveaux « échanges »	557
<i>Introduction</i>	559
I – <i>La reconnaissance du modèle d’affaires</i>	561
A. La naïveté du gratuit.....	561
B. La reconnaissance de la monétisation.....	563
II – <i>Les écueils de la reconnaissance du modèle d’affaires</i>	567
A. Le piège de l’approche réaliste des données à caractère personnel, « contrepartie » d’un contrat d’« échange » individuel...	568
B. La voie de la réintégration du collectif.....	571
Le retour des moratoires	575

Le consentement aux atteintes aux droits de la personnalité, un fait juridique : la doctrine Ancel.....	587
I – <i>Faiblesses de l'approche contractuelle du consentement.....</i>	591
A. Une approche traditionnelle.....	591
B. Une approche insatisfaisante.....	593
II – <i>Force de l'analyse du consentement comme fait juridique.....</i>	595
A. Nature.....	595
B. Régime.....	597
<i>Conclusion.....</i>	600
L'obligation de sécurité et la dualité de régimes dans les systèmes juridiques français et québécois : réflexions sur la circulation des modèles juridiques et les <i>legal transplants</i>.....	603
I – <i>Le trajet parallèle et en sens inverse des droits français et québécois quant au rattachement de l'obligation de sécurité au contrat et à l'application obligatoire de la responsabilité contractuelle.....</i>	606
A. De l'approche contractuelle à la décontractualisation en droit français.....	607
B. De la prédominance de l'approche extracontractuelle au renforcement de l'approche contractuelle en droit québécois.....	610
II – <i>Le « regard sur l'autre », les défis de la circulation des modèles juridiques et le difficile exercice des <i>legal transplants</i>.....</i>	613
A. Le choix de poser un regard sur l'autre dans une perspective comparative.....	614
B. La portée du regard sur l'autre, ou les limites de l'adaptabilité des solutions venues d'ailleurs.....	618
<i>Conclusion.....</i>	622
La cession de contrat en droit luxembourgeois : le triomphe du consentement ?.....	623
I – <i>La cession de contrat sur la voie de la reconnaissance de son autonomie.....</i>	627
A. Ce que la cession de contrat n'est pas : distinction de cette figure triangulaire avec des notions connexes.....	628
1) L'impossible systématisation de la cession conventionnelle de contrat à partir des régimes particuliers de cessions de contrat.....	629
a) <i>La cession de contrat, conséquence de la transmission universelle d'un patrimoine.....</i>	629
b) <i>La cession du contrat, accessoire du bien faisant l'objet d'une aliénation</i>	629
c) <i>La cession de contrat en vue de protéger la partie réputée faible.....</i>	630
2) L'impossible assimilation de la cession de contrat avec des concepts nommés, régis par le législateur, qui ajoutent au rapport d'obligation originaire ou le transforment.....	632
a) <i>La cession de contrat n'est pas un sous-contrat.....</i>	633
b) <i>La cession de contrat ne peut être réduite à aucune des figures contractuelles triangulaires régies par le Code civil.....</i>	633

B. Ce qu'est la cession de contrat : vers la reconnaissance de son autonomie.....	636
1) Un mécanisme <i>sui generis</i>	636
a) Céder un contrat est transmettre à un tiers son « statut » de partie à un contrat	636
b) Éléments essentiels de la cession de contrat.....	637
2) Ce que doit être le régime juridique de la cession de contrat : rejet de l'analyse dualiste au profit d'une analyse moniste	638
a) L'analyse dualiste : la décomposition de la cession de contrat en une cession de créance et une cession de dette.....	638
b) La théorie moniste : la cession du statut de partie au contrat.....	639
II – La difficile réponse à la question du consentement du cédé.....	640
A. De la cessibilité du contrat à la libération du cédant.....	641
1) Consentement du cédé et cessibilité du contrat.....	641
a) D'une conception étroite de l'intuitus personae.....	641
b) ... à une conception élargie de l'intuitus personae	642
2) Consentement du cédé et libération du cédant.....	643
B. Vers l'exigence du consentement du cédé pour la validité de l'opération de cession ?	644
Le projet de réforme belge du droit des obligations et la jurisprudence : un bel exemple de fécondation mutuelle ...	647
Introduction.....	649
I – Un projet de réforme belge s'inscrivant dans la continuité du droit existant.....	651
II – Les premières applications jurisprudentielles du projet de réforme.....	656
A. Applications du projet dans la jurisprudence de la Cour de cassation	657
B. Applications du projet dans la jurisprudence de fond.....	660
L'impossibilité initiale de la prestation doit-elle être sanctionnée par la nullité du contrat ?	663
I – Les enseignements du droit comparé.....	667
A. Droit allemand	667
1) Nullité du contrat sous l'empire du BGB	667
2) Réforme du droit des obligations	669
B. Les réponses d'autres codifications nationales ou de projets de réforme.....	670
II – Les enseignements livrés par les instruments d'uniformisation du droit des contrats.....	671
A. Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises.....	671
B. Les instruments d'uniformisation de droit souple.....	672
III – Pour une réforme du droit français.....	673

**Chapitre 4.
Droit des sûretés**

À propos de la preuve d'un cautionnement disproportionné.....	679
I – <i>Disproportion de l'engagement de la caution et exigences probatoires de nature procédurale.....</i>	682
A. Les exigences probatoires de nature procédurale imposées à la caution.....	682
B. Les exigences probatoires de nature procédurale imposées au créancier.....	685
II – <i>Disproportion de l'engagement de la caution et exigences probatoires de nature substantielle.....</i>	688
A. Vers une obligation de loyauté imposée à la caution ?.....	688
B. Vers une obligation de se renseigner exigée au créancier ?.....	691
L'imprévisibilité du droit international privé du cautionnement.....	695
I – <i>Quelle est la force d'attraction du caractère accessoire du cautionnement sur le règlement du conflit de lois ?.....</i>	699
II – <i>Peut-on qualifier certains cautionnements de contrat de fourniture de service ?.....</i>	702
III – <i>Certaines cautions peuvent-elles être qualifiées de « consommateur » ?.....</i>	707
IV – <i>Le formalisme du cautionnement doit-il être qualifié de règle de forme ou de règle de fond ?.....</i>	711
Voyage au pays des « sûretés négatives ».....	715
I – <i>Qui sont-elles ?.....</i>	719
A. Conception stricte des « sûretés négatives ».....	719
1) D'origine conventionnelle.....	719
2) D'origine légale ou judiciaire.....	720
B. Conception large des sûretés négatives.....	722
II – <i>À quoi servent-elles ?.....</i>	723
A. Un objectif : contourner certains inconvénients inhérents aux sûretés classiques.....	724
B. Un constat : une efficacité limitée.....	725
1) Des prérogatives réduites pour son bénéficiaire.....	725
2) Un régime juridique incertain.....	726
<i>Conclusion.....</i>	727
« Les sûretés personnelles non accessoires en droit français et comparé ».....	729
<i>Relecture à la lumière de la jurisprudence luxembourgeoise.....</i>	729
I – <i>L'identification de sûretés personnelles non accessoires.....</i>	732
A. La délégation utilisée à titre de sûreté.....	733
B. La garantie indemnitaire.....	734

II – <i>Le mécanisme des sûretés personnelles non accessoires</i>	736
A. La cause des sûretés personnelles non accessoires	736
1) L'identification de la cause de la garantie autonome	736
2) Le rôle de la cause dans la garantie autonome	737
B. Les recours du garant.....	738
1) Le recours subrogatoire.....	738
2) Le recours personnel	740

Chapitre 5. Justice et procédures

Les pas croisés de la justice et de l'écologie	745
Quelques pistes de réflexion sur une mutation en cours.....	745
I – <i>La justice de l'écologie</i>	748
A. Un défi politique	750
B. Un défi juridique	751
II – <i>L'écologie de la justice</i>	756
A. Un règlement écologique des conflits	757
B. Une conception écologique de la justice	760
La transaction en droit fiscal luxembourgeois	767
Mécanismes concurrents et étude des pratiques administratives en vigueur	767
<i>Introduction</i>	769
I – <i>La reconnaissance des effets fiscaux de certaines transactions</i>	769
A. La transaction pour non-respect d'une disposition légale ou réglementaire	770
B. La transaction issue du droit du travail.....	771
II – <i>L'existence de mécanismes concurrents à la transaction fiscale</i>	772
A. La remise gracieuse.....	773
B. Le <i>ruling</i>	775
III – <i>Opportunités et dérives de l'instauration d'un mécanisme de transaction</i>	778
A. Le recours à la transaction fiscale en droit comparé	778
B. État de la pratique administrative luxembourgeoise.....	780
<i>Conclusion</i>	782
De la comparaison des justices civiles en France et en l'Allemagne - Et à la fin, c'est toujours l'Allemagne qui gagne (?)	783
I – <i>L'organisation judiciaire civile : stabilité et qualité versus réformisme parcellaire et gestionnaire permanent</i>	787
II – <i>Le déroulement du procès civil : la rencontre du justiciable et de son juge versus la fuite dans l'écrit (potentiellement électronique)</i>	793

Accès à l'information et exécution des droits pécuniaires.....	799
Ou : De la nécessaire transparence du patrimoine du débiteur.....	799
I – <i>Les enjeux du débat</i>	803
A. Thèse : Le droit à l'information	803
1) Le droit d'accès à un tribunal.....	803
2) L'économie, la parole donnée et le respect des engagements.....	805
B. Antithèse : Le droit au secret	807
1) Le droit de propriété	807
2) La protection de la vie privée.....	807
3) La protection des données à caractère personnel.....	808
C. Synthèse : La mise en balance des intérêts.....	809
II – <i>Les outils de la découverte</i>	809
A. Les outils du droit positif	810
1) La transparence en fonction de la créance qui forme la cause des poursuites : les secours alimentaires	810
2) La transparence en fonction des actifs qui font l'objet des recherches.....	812
a) <i>Les salaires, rémunérations et revenus de substitution</i>	812
b) <i>Les actifs immobiliers</i>	813
c) <i>Les comptes bancaires</i>	813
3) La transparence imposée par la jurisprudence	815
B. Perspectives.....	815
1) Le patrimoine du débiteur	816
2) Les actifs importants du patrimoine du débiteur.....	816
<i>Conclusion</i>	818
Les effets internationaux de l'autorité de chose transigée.....	821
I – <i>De l'autorité de chose contractée à l'autorité de chose jugée</i>	824
A. La nature de la transaction	824
1) Un contrat	825
2) Un contrat mettant fin à un différend.....	825
3) Un contrat contenant des concessions réciproques	826
4) Un contrat homologable	827
B. Les effets de la transaction	828
1) La force obligatoire de la transaction.....	829
2) L'effet extinctif de la transaction.....	829
3) Un effet processuel d'origine substantielle.....	831
II – <i>Des effets internationaux des transactions</i>	833
A. Les effets internationaux de la transaction	833
1) Effet d'une transaction internationale sur l'introduction et le déroulement de l'action	833
2) Effet d'une transaction internationale sur l'exécution d'une décision ...	836
B. L'exécution internationale de la transaction	837
1) La circulation européenne des transactions judiciaires.....	837
2) La circulation internationale « des accords de règlements internationaux »	838

The High Sheriff: A Very English Institution	841
L'astreinte et l'Europe	851
I – <i>Benelux</i>	853
II – <i>De quelques autres pays traditionnellement proches du droit français</i>	854
III – <i>L'Allemagne, l'Autriche et cetera</i>	855
IV – <i>À l'« Est », rien de nouveau : les départements alsaciens mosellans</i>	857
V – <i>Le droit secondaire de l'Union Européenne et l'accord JUB</i>	857
VI – <i>Common law</i>	858
VII – <i>Jugements étrangers, le Règlement Bruxelles I bis et l'astreinte</i>	859
VIII – <i>Cour de justice et Tribunal de l'UE</i>	860
IX – <i>Harmonisation voire unification européenne de l'astreinte ?</i>	860
X – <i>Vers l'avenir</i>	862

Chapitre 6. Divers

Les tribulations de M. et Mme Aksobrado, touristes spatiaux.....	867
Que faut-il entendre par un « lien d'intégration suffisant » ?.....	877
Questions soulevées par la jurisprudence relative à l'accès des travailleurs frontaliers aux avantages sociaux dans l'État membre d'activité	877
I – <i>La jurisprudence relative aux avantages sociaux des travailleurs frontaliers</i>	881
II – <i>La reconnaissance de l'exigence légitime d'un « lien d'intégration suffisant »</i>	883
III – <i>Les impondérables résultant du test de proportionnalité que la Cour applique face aux discriminations indirectes</i>	889
Greffes juridiques et droit du travail : l'exemple du droit luxembourgeois	893
<i>Les particularités du droit du travail comme problème du droit comparé</i> ...	895
I – <i>La théorie des greffes juridiques</i>	895
A. <i>Le droit privé comme le paradigme de la théorie des greffes juridiques</i>	895
B. <i>Particularités du droit du travail</i>	897
1) <i>Le rôle de l'État dans les relations de travail</i>	899
2) <i>La structure des relations professionnelles du pays receveur</i>	900
II – <i>L'exemple du droit collectif du travail luxembourgeois</i>	901
A. <i>Les conditions particulières pour la réception de droit étranger</i>	901

1) La petite taille du pays	902
2) Le rôle de l'État luxembourgeois	903
B. L'exemple de la participation des salariés au sein de l'entreprise.....	904
1) La loi du 6 mai 1974.....	904
2) La cogestion et le « modèle social luxembourgeois ».....	905
<i>En guise de conclusion</i>	907
Séquence 1 – À la découverte du droit de la cybersécurité.....	909
<i>À la découverte du droit de la cybersécurité</i>	911
I – <i>Les contours de la cybersécurité</i>	912
A. Origines de la cybersécurité.....	912
B. Définitions de la cybersécurité.....	915
II – <i>Le corpus juridique de la cybersécurité</i>	917
A. Un triptyque de règles	917
B. Une trilogie d'enjeux.....	920
<i>Situation n° 1 – L'addition salée du chocolat américain victime de cyberattaque : quand y a-t-il acte de guerre sur le cyberspace et donc application de la clause d'exclusion du contrat d'assurance ?</i>	
<i>À propos du cas Mondeléz v. Zurick American.</i>	921
Table des matières	925